

QUELQUES QUESTIONS SUR L'APPARITION DES "GROUPES AUTONOMES" SUR LA REGION PARISIENNE

Le texte qui suit a été rédigé à partir de diverses discussions avec des camarades sur l'autonomie, principalement au cours d'une réunion faite autour d'un film sur la grève de la Roca le 3 décembre 1977 à Paris. Il s'agissait alors pour les camarades qui avaient organisé la réunion et ceux qui y étaient venus de réaliser entre eux un débat qu'il était devenu impossible d'avoir dans les A.G.G.A.P. (Assemblées Générales des Groupes Autonomes Parisiens) à Jussieu, sur la signification et les limites politiques du "mouvement des groupes autonomes" en France...

Les "groupes autonomes" qui se sont développés ces derniers mois sur la région parisienne ont été, par la vitesse déconcertante et l'aspect souvent spectaculaire de leur apparition, rapidement un point de mire de l'actualité et un sujet de préoccupation et d'inquiétude autant pour le pouvoir que pour l'opposition parlementaire et les organisations gauchistes, les uns comme les autres directement visés par ce mouvement. Or, on peut constater l'incapacité totale autant d'un côté que de l'autre à comprendre la signification d'un tel phénomène. En particulier, la facilité avec laquelle les organisations gauchistes ou néo-gauchistes, tel le journal Libération, assimilent le mouvement à des tendances fascisantes ou provocatrices (ce qui rappelle étrangement la façon du P.C. de traiter tout ce qui se trouve sur sa gauche) n'est qu'un indice supplémentaire de l'état de décomposition du gauchisme en France depuis 1968, et surtout depuis 1972. Qu'il crève ! répondent les autonomes qui semblent prêts à vouloir donner un coup décisif à ces groupes politiques avides de sièges à l'assemblée nationale, qui se réfugient maintenant dans une plateforme électorale commune. C'est donc bien avant tout sur un antigauchisme qui est devenu pour beaucoup viscéral, déclaré autant en paroles qu'en actes, que se retrouvent les autonomes : ras le bol des pratiques de noyautage systématique, ras le bol des manifs bien gentilles où il ne se passe rien, ras le bol du militantisme volontariste débile, prenons nos affaires en main nous-mêmes ! Mais enfin, il est clair que ces positions ne datent pas d'aujourd'hui, qu'on les retrouve dans un champ temporel et spatial plus vaste que celui des seuls "groupes autonomes" parisiens, même si elles ne sont défendues encore que par une très faible minorité : il suffit de signaler que sont apparus ces dernières années des groupes libertaires dans différents lieux de production ou de service (P.T.T., Bâtiment, Sochaux, Saint-Nazaire, B.N.P., etc.) qui mènent un travail politique qui a au moins le mérite de créer un lieu de débat et de regroupement des luttes en dehors des appareils syndicaux, même si leur impact reste très limité et surtout important en période de lutte, ou si certains ont tendance à vouloir un peu prématurément se donner comme objectif prioritaire la création d'un organisme qui, de ce fait, présente le danger de devenir un peu un nouvel appareil syndical "de gauche", bien qu'il n'en porte pas le même nom. On peut signaler aussi l'existence d'une multitude de groupes autonomes de quartier ou de ville, répartis un peu sur tout le territoire, et regroupés généralement autour d'une librairie parallèle, d'une association d'entraide, d'une revue ou même d'un simple bouquin. Ou encore, certains groupes plus ou moins informels sur des quartiers qui se sont retrouvés autour d'une "pratique de rupture" commune en dehors de tout appareil partidaire ou syndical, telles les occupations de maisons actuellement assez répandues ou les timides apparitions d'autoréductions, comme à Toulouse.

L'apparition de groupes autonomes parisiens n'est donc pas un fait isolé, nouveau en soi, mais un élément particulier d'un mouvement plus général de rupture avec les pratiques léninistes bien érodées qu'on envoie aux poubelles, même si c'en est l'élément le plus spectaculaire. Qu'y a-t-il donc de changé pour que ces groupes autonomes aient pu faire si soudainement leur apparition, révélant ainsi au grand jour une situation sous-jacente ? Il faut, pour répondre à cette question, se reporter à la manifestation contre la centrale nucléaire de Malville cet été (les 30 et 31 juillet 1977), qui a sans doute porté à son paroxysme la crise du gauchisme ou, du moins, qui en a marqué un tournant décisif : en appelant, en accord et collaboration totale avec les mouvements écologistes non-violents organisateurs, à une manifestation sur des mots d'ordre démagogiques et aberrants qu'ils n'étaient pas capables d'assumer (à savoir manifestation non-violente sur le site interdit, avec l'objectif d'atteindre la centrale nucléaire), les organisations gauchistes étaient amenées à enfermer la manifestation dans leur schéma habituel : "provocateurs" devant, face aux flics, "bons manifestants" derrière, avec leurs service d'ordre pour assurer la séparation. Mais enfin, quoi de nouveau à ces pratiques bien connues qui consistent essentiellement à continuer de faire croire par des mots d'ordre démagogiques qu'ils continuent à être des révolutionnaires purs et durs afin de contrôler toute manifestation de rue, tout en refusant systématiquement l'affrontement violent avec le pouvoir pour ne surtout pas affoler la bourgeoisie, surtout en période électorale (sans doute, l'interdiction de la G.P. puis de la Ligue Communiste en 1972 ne sont pas non plus pour rien dans cette attitude générale). Il est donc bien clair que cette pratique des organisations gauchistes est connue depuis longtemps : il suffit de se rappeler les manifestations de lycéens en 1973, ou contre l'Espagne en 1975. Mais sans doute, pour la première fois, à Malville, ces organisations se sont heurtées, face à une violence peu commune de la part du pouvoir, à une détermination aussi forte de la part des manifestants à aller jusqu'au bout de leur refus du nucléaire, de cet horrible monstre Super-Phénix, noyau central de l'électro-fascisme, comme s'il s'agissait d'une question de vie ou de mort. Ni l'interdiction

de la préfecture, ni les deux jours vécus dans la boue et la pluie permanentes, ni la perspective de quelques coups échangés avec les flics n'étaient suffisants pour décourager les cinquante mille manifestants pour qui il n'était plus question de venir, comme les années précédentes au Larzac, passer un week-end de vacances sympa. Aussi, pour appliquer leur schéma habituel, les organisations gauchistes et écologistes ont dû avoir recours à des moyens qui ont fait éclater au grand jour leurs pratiques anti-démocratiques de magouille et de démagogie : noyautage systématique des débats la veille de la manifestation pour empêcher que le problème de la violence soit posé ; magouille de dernière heure pour réunir les quatre manifestations en une seule afin d'éviter tout débordement et rendre le contrôle plus facile ; utilisation de tous les moyens (mégaphones, fausses informations sur ce qui se passait en tête de manifestation, cassages de gueule, opérations militaires de leurs services d'ordre) pour obliger les neuf-dixièmes de la manifestation qui ignorait totalement ce qui se passait en tête à rentrer chez eux et laisser les "provocateurs" se démerder avec les flics.

Aussi, il n'a pas fallu longtemps pour que l'écœurement général né d'une manifestation où l'Etat avait fait preuve d'une violence considérable, ne devienne rupture et haine contre les organisations gauchistes : l'incapacité de celles-ci à répondre à la répression arbitraire qui a suivi la manifestation de Malville et ses répercussions n'a été qu'un élément supplémentaire qui a servi à regrouper tous les mécontents. Ainsi sont nés les groupes autonomes anti-nucléaires, principalement sur la Région parisienne.

Voici donc un élément important pour comprendre ce que sont les groupes autonomes, c'est-à-dire que la rupture avec le gauchisme a porté essentiellement sur les manifestations de rue : à la manifestation des organisations gauchistes canalisée par un service d'ordre militaire dans une simple balade où tout le monde défoule sa révolte momentanée en gueulant les mêmes slogans dictés par un mégaphone, les autonomes opposent des manifestations où chaque groupe de huit à dix personnes assure sa propre auto-défense (et c'est avant tout dans ce sens qu'ils parlent d'autonomie des groupes), avec des objectifs concrets (bombages, attaques de magasins, de garages, de banques, etc.). Ainsi, après Malville, les groupes autonomes interviennent essentiellement sur ce terrain de la manifestation de rue face aux gauchistes. Cependant, si cette forme de rupture peut présenter un intérêt certain de remise en cause d'une conception militariste de l'affrontement avec l'Etat, elle présente des inconvénients graves si elle en reste là.

D'une part, en manifestant avant tout pour se démarquer des gauchistes, les autonomes en viennent rapidement à limiter le milieu social par rapport auquel ils interviennent contre l'Etat aux seuls gauchistes. Comme le disait un camarade dans une discussion, ce qu'il y a de grave, c'est que finalement, en s'en limitant à cette seule remise en cause, les autonomes en viennent à reproduire ce que font les gauchistes en manifestant, même s'ils ont des méthodes radicalement différentes et si le degré d'affrontement avec l'Etat n'est pas le même : c'est-à-dire qu'ils ne manifestent que pour eux-mêmes ou pour les autres manifestants, ignorant totalement les luttes sociales dans le quartier ou la ville où ils interviennent. Un exemple caractéristique est l'intervention des autonomes dans le quatorzième arrondissement, au moment de l'expulsion des occupants de maisons par les flics, où la mise à sac par les autonomes du siège de l'organisme responsable du projet de rénovation du quartier court-circuite complètement un projet nettement plus intéressant d'habitants du quartier de pillage, redistribution et divulgation sur le quartier de tous les documents secrets de cet organisme d'Etat.

D'autre part, en se cristallisant totalement sur une méthode d'intervention, les autonomes en viennent souvent à accorder une importance plus limitée à leurs objectifs : ainsi lors de l'affaire de la R.A.F. en octobre, la lutte anti-nucléaire a été rapidement mise au rencart sans qu'il n'en soit plus jamais question dans les Assemblées Générales, à croire qu'ils sont à la recherche de prétextes, comme le disait une copine. Quoi d'étonnant alors, par exemple, que les groupes autonomes présents contre la répression internationale contre Klaus Croissant, ignorent totalement la répression quotidienne au moins aussi importante qui s'abat en ce moment sur les travailleurs immigrés ? On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais eu de débat politique réel au sein des groupes autonomes sur la signification et la portée politique du cassage de vitrines, attaque de locaux, etc., dans le contexte social et politique actuel, sans vouloir remettre en cause ce type d'intervention qui peut avoir effectivement un intérêt dans une situation donnée, on peut quand même réclamer qu'un débat ait lieu là-dessus.

Enfin, ce qui est le plus grave, c'est que la remise en cause du gauchisme sur le seul terrain d'intervention qu'est la manifestation de rue, et plus précisément sur la façon de la réaliser, limite rapidement l'implantation des groupes autonomes à certains groupes sociaux radicalisés qui trouvent leur compte dans ce seul moyen d'expression politique : ainsi, on retrouve actuellement dans les Assemblées Générales des groupes autonomes principalement des individus ou groupes qui limitent leur intervention politique à la manifestation de rue (dans un sens général), conçue comme un affrontement direct et spectaculaire contre l'Etat et le capital et comme le prolongement satisfaisant d'une pratique quotidienne d'appropriation qui reste généralement très individuelle (fauche dans les magasins ; utilisation gratuite des transports, etc.). Sans vouloir se limiter à des schémas trop catégoriques, on

peut opposer ce genre de pratiques à des tentatives d'organisation d'appropriation collective sur les quartiers (type squats, réappropriation de l'espace, etc.), de luttes autonomes dans les boîtes, ou encore de création de lieux de débat en liaisons des luttes sur les quartiers ou dans les boîtes. Ces deux types de pratiques, ces deux pôles de l'autonomie - comme l'a dit un camarade - sont en partie le reflet de deux couches sociales distinctes, à savoir d'une part les "sans-garantie- (chômeurs, étudiants, travailleurs occasionnels qui essaient de trouver des réponses à leur refus du travail, mais là encore d'une manière qui reste très individuelle) et, d'autre part, les travailleurs salariés permanents. Il serait évidemment gravement simplificateur d'assimiler les deux pôles de l'autonomie aux deux groupes précédemment cités : si les "sans-garantie", sans "point de force" sur lequel jouer pour s'opposer au capital (contrairement aux salariés permanents qui peuvent jouer sur leur travail) ont tendance à se retrancher dans des pratiques d'appropriation en dehors de la sphère de la production et qui sont souvent individuelles, ils sont souvent rejoints dans ce sens par toute une couche de salariés permanents présents dans les Assemblées Générales actuelles qui ne voient pas de possibilité d'intervention dans leur travail et qui sont même souvent isolés dans leurs relations de travail, par leur fonction dans le procès de production (postes de responsabilité) ou par la prédominance de certains rapports (rapports paternalistes dans les petites boîtes). Inversement, beaucoup de chômeurs ou travailleurs occasionnels, s'ils sont souvent contraints à des formes individuelles de refus du travail, ou simplement réduits à ne pas trouver de travail, se retrouvent dans le deuxième type de pratiques dans les quartiers par exemple (squatt, création de lieux de débats, etc.). Nous pouvons même dire que, contrairement à ce qui se passe en Italie par exemple, toutes les luttes d'appropriation collectives en dehors de la sphère de la production, sont menées par des "sans-garantie" et non par des groupes d'ouvriers ou autres salariés organisés dans les usines.

A ce stade le danger qui plane sur l'avenir des Assemblées Générales des groupes autonomes paraît clair : en s'en tenant à la seule organisation de manifestations d'affrontement direct contre l'Etat et le capital, l'Assemblée Générale finit par ne regrouper que les seuls groupes ou individus qui se retrouvent dans ce genre de pratiques. Ce n'est donc pas étonnant si, outre ceux qui sont organisés par groupes autonomes ayant une pratique commune et regroupés sur un quartier, sur une boîte ou simplement par affinités, l'Assemblée Générale se voit systématiquement confrontée à une série de provocateurs qui puent les indics et qui en appellent par des interventions systématiquement autoritaires, à l'action immédiate sans préparation, sans débat préalable et souvent sans perspective. L'Assemblée Générale devient un lieu où aucun débat n'est possible, où la magouille et la manipulation sont de règle, et où les décisions sont toujours prises à la hâte à la dernière heure : on a réussi de justesse à se donner un rendez-vous pour la prochaine manifestation ; on est un peu écéuré de la façon dont s'est déroulée la manifestation, mais on achètera Libération tous les jours pour repérer le prochain appel à une Assemblée Générale (venu de qui veut bien se donner la peine d'aller à Libération !). Au-delà d'un mode de fonctionnement complètement délirant des Assemblées Générales, on peut se poser la question de l'intérêt même de la réalisation d'Assemblées Générales de groupes autonomes au niveau d'une ville comme Paris : un débat est-il possible dans de telles Assemblées Générales regroupant deux cents à mille personnes, sans que des manipulations par une minorité soient parfaitement inévitables ? Il est indéniable d'un autre côté qu'une structure de regroupement permet d'être un pôle cristallisateur important de tous ceux qui cherchent à s'organiser dans les quartiers et les boîtes, et un lieu de circulation de l'information. Alors ne vaudrait-il pas mieux envisager comme le font certains camarades une coordination de tous les groupes autonomes (de quartier, de boîte, ou simplement d'affinité) où seraient présents les seuls représentants révocables à tout moment, réservant à l'Assemblée Générale un seul caractère pour des interventions collectives immédiates, et donc plus exceptionnel. Encore faut-il que cette structure corresponde à un besoin réel, sans quoi elle ne deviendrait qu'un nouvel appareil.

Reste à savoir si d'autres perspectives peuvent se dessiner que la seule manifestation de rue, l'affrontement direct. Comme le disait un camarade, il y a dans chaque quartier, outre des patrons, des flics, des commerçants et autres parasites, des travailleurs qui vont travailler quarante heures par semaine à l'autre bout de l'agglomération parisienne, des jeunes qui refusent le travail, travaillent occasionnellement et fauchent par ailleurs pour satisfaire leurs besoins, des chômeurs, des travailleurs immigrés avec ou sans carte de travail, des femmes qui passent leurs journées à la maison, des lycéens en rupture avec l'école, des retraités, etc. Si l'on veut éviter une séparation décisive entre les différents pôles de l'autonomie, il faut que chacune de ces franges du prolétariat se retrouve dans la pratique des autres.

Quoi de plus clair que de voir à quel point en Italie le P.C.I. et les syndicats entretiennent à fond la coupure entre travailleurs fixes et "sans garantie" en faisant de la propagande dans les boîtes contre les mouvements du type du mouvement du printemps 1977. C'est justement qu'une recomposition du mouvement regroupant toutes les fractions du prolétariat pourrait être un coup décisif porté au capital et à l'Etat. Or, en Italie, contrairement à ce qui se passe en France, la plupart des luttes de réappropriations en dehors de la sphère de la production (occupations de maisons, autoréductions, luttes pour la gratuité des transports, etc.) sont parties de groupes organisés au départ dans les usines et dans les boîtes en général (comme aux usines Fiat à Turin pour les auto-réductions ; les "comités

d'ouvriers contre la vie chère" à Milan, etc.'. Des liaisons avec les franges sociales du prolétariat sans garantie de salaire (chômeurs, travailleurs occasionnels) ont pu se réaliser dans plusieurs cas, comme récemment à Milan où la lutte pour la gratuité des transports a réuni les "comités ouvriers contre la vie chère" organisés dans les usines et les "cercles de jeunes chômeurs" organisés dans les quartiers. Or, là encore, il fallait à tout prix éviter le carcan de la mise en avant de la manifestation de rue, même d'affrontement direct, même organisée sur des bases d'autonomie et d'auto-défense et décidée en Assemblées Générales de ville, si la lutte devait s'en tenir là ; car, outre son caractère sélectif (cette mise en avant était là aussi faite avant tout par les "sans garantie"), elle ne pouvait aboutir que sur une simple victoire institutionnelle arrachée par un rapport de force qui s'exprime dans l'affrontement physique direct. Il fallait chercher d'autres formes de luttes dans lesquelles toutes les franges du prolétariat puissent se retrouver et qui puissent déboucher sur des formes d'organisations sociales offensives (détournement de la propagande de l'entreprise des transports à des fins opposées ; tentatives d'organisation de refus collectifs de paiement des transports).

Car enfin, si l'autonomie des individus et des groupes librement associés doit être le germe de la société future, la base du refus du pouvoir, de la délégation de pouvoirs et de toute forme de domination, elle ne peut se limiter à la seule autonomie d'affrontement physique et d'autodéfense. Elle devra se réaliser d'abord et avant tout au niveau de la définition de nos besoins, de ce que l'on produit, de la production et de la distribution. Refuser ce débat, c'est ouvrir la porte aux organisations gauchistes et léninistes de tout bord qui sont déjà et seront amenées tôt ou tard, pour trouver des solutions à leur crise, à parler d'autonomie, en y mettant le sens qui les arrange (voir ce qui s'est passé en Italie où la crise des groupes gauchistes est incontestablement plus avancée qu'en France : voir le premier texte de cette brochure), de la même façon que les trotskystes et les socio-démocrates (et bientôt le P.C.F. !) ont été amenés à parler d'autogestion, après que les libertaires aient lancé ce thème pensant lancer un mouvement social de masse à partir d'un mot... C'est peut-être un reste de léninisme dont il nous faut nous débarrasser définitivement !

S.T. Paris, décembre 1977.

D'autres textes en téléchargement sur : <http://cnt.ait.caen.free.fr>